

Les programmes d'alimentation scolaire autour du monde - Leçons pour le Canada

Introduction et contexte:

Jusqu'en 2024, le Canada était le seul pays du G7 à ne pas disposer d'un programme national harmonisé d'alimentation scolaire. Les praticiens et les chercheurs canadiens ont toujours été intéressés par les programmes d'alimentation scolaire d'autres pays afin de savoir comment ces programmes ont été mis en œuvre, comment ils fonctionnent et quelles leçons ils peuvent en tirer.

Entre 2021 et 2023, la Coalition pour une saine alimentation scolaire du Canada (Coalition) s'est associée à Gary Hoyer du George Brown College et à une équipe de chercheurs dans le cadre de plusieurs projets de collaboration intitulés «Les programmes d'alimentation scolaire autour du monde - Leçons pour le Canada» ([School Food Programs Around the World: Lessons for Canada](#)). Ce travail a permis d'étudier comment les programmes d'alimentation scolaire (PAS) de douze pays différents sont élaborés, organisés et exécutés. Le projet a examiné les modèles, les politiques, les normes, la mise en œuvre, l'adoption et la gouvernance des programmes d'alimentation scolaire par le biais d'une série de séminaires en ligne avec des experts des programmes nationaux et de rapports basés sur des recherches de première et de seconde main.

L'objectif du projet était de déterminer les meilleures pratiques des programmes d'alimentation scolaire réussis dans le monde entier afin d'informer les décideurs politiques sur les modèles qui pourraient être mis en œuvre avec succès au Canada. En 2021, l'équipe du projet a organisé des webinaires pour les cinq premiers des douze pays examinés : Brésil, Écosse, Italie, Danemark et Allemagne. De 2022 à 2023, des webinaires ont été organisés pour sept autres pays, à savoir les États-Unis, le Japon, la Corée du Sud, la Finlande, la France, l'Angleterre et le Kenya. Les webinaires comprenaient des présentations par des experts expliquant les détails de leurs modèles.

Les chercheurs de la Coalition ont également produit des rapports de recherche sur les PAS de chaque pays afin de mettre en lumière les différents modèles et politiques mis en œuvre par les pays. Ces rapports peuvent être consultés dans les pages ci-dessous, et des résumés sont disponibles sur le [site web](#) de la Coalition.

En avril 2024, le gouvernement du Canada a annoncé un Programme national d'alimentation scolaire pour le Canada, avec un investissement d'un milliard de dollars sur cinq ans. Le gouvernement fédéral s'est engagé à collaborer avec les provinces, les territoires, les municipalités, les partenaires et les communautés autochtones pour déterminer l'affectation des fonds à partir de l'automne 2024. En juin 2024, le gouvernement fédéral a publié la Politique nationale d'alimentation scolaire qui comprend sa vision du nouveau Programme alimentaire national pour les écoles :

*«Tous les enfants et les jeunes du Canada devraient avoir accès à des aliments nutritifs à l'école, dans un environnement inclusif, non stigmatisant qui favorise les pratiques saines, dans le cadre de programmes qui renforcent les liens avec les systèmes alimentaires locaux, l'environnement et la culture».*¹

Cette politique suit de près les 8 principes directeurs de la Coalition pour une saine alimentation scolaire et comprend les éléments suivants :

- Accessible aux enfants et aux jeunes sans stigmatisation ni barrières,
- Promotion de la santé en s'inspirant du Guide alimentaire canadien et en incluant l'éducation alimentaire,
- Inclusif, avec des programmes scolaires culturellement appropriés et pertinents qui engagent les élèves et la communauté au sens large,
- Flexible, d'origine locale et approprié,
- Durable, sur le plan environnemental et fiscal, et
- Responsable, avec un suivi cohérent et transparent, une évaluation et une amélioration continue.²

La Politique ajoute que le gouvernement du Canada «...examinera les façons d'améliorer l'accès à l'information sur les programmes d'alimentation en milieu scolaire, de faire état des progrès réalisés et d'échanger des pratiques exemplaires» en collaboration avec les autres ordres de gouvernement, les partenaires et les intervenants.³

Le projet *Les programmes d'alimentation scolaire autour du monde - Leçons pour le Canada* a permis de partager des recherches et des informations afin d'éclairer la Politique nationale d'alimentation scolaire du Canada par le biais de webinaires, de rapports et d'actions de plaidoyer. Le projet, y compris les conseils et les recommandations, est présenté ci-dessous,

¹ Canada.ca 2024. Politique nationale d'alimentation scolaire. Emploi et Développement social Canada. De: [4624-National_School_Food_Policy-F.pdf](#)

² Consultez, Coalition pour une saine alimentation scolaire, «Nos principes directeurs». De: <https://www.sainealimentationscolaire.ca/principes-directeurs>

³ L'ensemble des principes ainsi que les objectifs de la Politique sont présentés [ici](#).

dans le but d'aider les participants à planifier, développer, améliorer ou étendre leurs programmes.

La première section présente un résumé de la recherche sur le modèle de programme d'alimentation scolaire de chaque pays, y compris l'information tirée de nos webinaires.⁴ La deuxième section de ce rapport présente les meilleures pratiques et les leçons tirées des douze programmes d'alimentation scolaire à l'étude, qui sont pertinentes dans le contexte canadien. La troisième section conclut le rapport et énumère les caractéristiques importantes à prendre en compte lorsque les décideurs, les fournisseurs de services d'alimentation scolaire et les autres participants au Canada s'efforcent d'améliorer, d'étendre et de développer les programmes à l'aide du nouveau financement fédéral.

Nous avons le plaisir d'annoncer que nous poursuivons notre travail grâce à une subvention accordée par le Fonds d'innovation sociale pour les collèges et la communauté, et le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (*College and Community Social Innovation Fund and the Natural Sciences and Engineering Research Council of Canada*). Avec nos partenaires, la Coalition pour une saine alimentation scolaire (CSAS) et Sustain Ontario (SO), nous espérons mieux comprendre comment les PAS alignent leurs stratégies de mise en œuvre et leurs caractéristiques sur leurs objectifs. En utilisant les méthodes de la science de mise en œuvre et en s'inspirant de son cadre d'évaluation bien établi, communément appliqué à la recherche dans le domaine de la santé, notre recherche évaluera efficacement les méthodes de mise en œuvre des principaux programmes d'alimentation scolaire dans le monde, y compris ceux du Canada. En facilitant un alignement plus efficace des efforts de mise en œuvre sur les objectifs globaux, ce cadre contribuera de manière tangible à l'amélioration des programmes d'alimentation scolaire au Canada.

Cette approche permet de combler une lacune importante en matière de connaissances, notamment en ce qui concerne la manière dont ces programmes atteignent leurs objectifs. Nous espérons que nos efforts constitueront un outil précieux pour les décideurs politiques, en les guidant dans la création d'un nouveau programme fédéral d'alimentation scolaire à frais partagés. En outre, nos partenaires, la Coalition pour une saine alimentation scolaire et Sustain Ontario, y trouveront des informations pratiques et des conseils à l'intention de leurs membres.

⁴ Le rapport de recherche complet pour chacun des douze pays étudiés est disponible sur le site web de la Coalition (en anglais seulement), ainsi que les résumés écrits des webinaires.

Partie 3: Recommandations pour le Canada⁵

Les recommandations suivantes en matière de bonnes pratiques sont issues de nos webinaires avec des experts des programmes d'alimentation scolaire et de nos recherches sur les politiques, l'administration et la mise en œuvre dans le cadre de notre projet 2021-23 sur les PAS des douze pays décrits ci-dessus. Ces recommandations visent à informer les praticiens et les décideurs de tous les niveaux de gouvernement lors de l'élaboration ou de l'amélioration des programmes d'alimentation scolaire au Canada.

Recommandations politiques

Concentrez-vous sur la vision et les objectifs que vous avez pour vos PAS, le bien-être et la réussite des élèves, et collaborez avec tous les niveaux de gouvernement et les praticiens pour développer et créer des normes solides, réalisables et mesurables:

- La vision et les objectifs des PAS incluent les droits humains des élèves, leur santé et leur bien-être, leur capacité à recevoir une éducation et à réussir sur le plan scolaire, à acquérir des connaissances en matière d'alimentation pour vivre une vie longue et saine, à aider à soutenir la communauté.
- Collaborer avec les gouvernements fédéral, provincial et territorial, les dirigeants autochtones et les municipalités locales pour s'assurer qu'un financement, une infrastructure, des normes et une surveillance adéquats sont en place pour permettre aux communautés et aux écoles de coordonner et de mettre en œuvre des programmes sur le terrain.
- Promulguer des lois pour soutenir des politiques, un financement, des normes et une mise en œuvre de programmes solides qui incluent la participation civile, la prise de décision intersectorielle et l'exécution locale.⁶
- Adopter une approche globale de l'école qui englobe une approche positive et universelle du bien-être et inclut la participation des élèves, des familles et de la communauté, ce qui contribue à l'adhésion des participants et à la réussite des programmes.⁷

⁵ La partie 3 présente des exemples de caractéristiques spécifiques extraites de la section 2 (pas encore disponible en français)

⁶ Parmi les exemples, on peut citer la loi Richard B. Russell sur les repas scolaires (National School Lunch Act):

<https://fnsprod.azureedge.net/sites/default/files/resource-files/nsla-amended-through-pl-116-94.pdf>, et le programme « de la ferme à l'école » du ministère de l'agriculture des États-Unis qui en découle. (https://www.ers.usda.gov/webdocs/publications/82945/eib-168_summary.pdf)

⁷ Bureau national de l'enfance. 2024. Approche globale de l'école. De:

<https://www.ncb.org.uk/what-wedo/improving-practice/wellbeing-mental-health/schools-wellbeing-partnership/wholeschool#:~:text=Improved%20pupil%20wellbeing,schools%20can%20be%20found%20below.>

- Ne pas se contenter de satisfaire les besoins nutritionnels des élèves, mais plutôt concevoir des programmes qui encouragent la participation active et l'engagement des élèves, des enseignants, des parents et de la communauté à toutes les étapes de la programmation et de l'exécution.
- Promouvoir les résultats des PAS qui offrent des possibilités permanentes d'éducation, de promotion de la santé, d'éducation alimentaire et d'égalité.

Recommandations de financement

Fournir un financement alloué et durable à coûts partagés :

- Offrir un financement fédéral durable et suffisant à l'ensemble des provinces, des territoires et des écoles des Premières nations pour mettre en œuvre un programme d'alimentation scolaire universel à coûts partagés et harmonisé à l'échelle nationale du Canada. Ce financement devrait permettre d'offrir des repas et des collations nutritifs à tous les élèves des écoles publiques, primaires, secondaires et d'éducation des adultes, y compris les programmes parascolaires et d'été.
- Préserver le financement fédéral à long terme des programmes d'alimentation scolaire pour les gouvernements provinciaux et territoriaux qui soutiennent et gèrent les fournisseurs locaux :
- Fournir un financement fédéral aux PAS par enfant, déterminé sur la base des coûts régionaux qui varieront en fonction des facteurs socio-économiques, des endroits éloignés, des zones difficiles d'accès et des cultures alimentaires uniques.
- Utiliser les fonds fédéraux, provinciaux et territoriaux pour fournir l'infrastructure des programmes d'alimentation scolaire, la main-d'œuvre des services alimentaires et les initiatives complémentaires, y compris l'éducation pratique en matière d'alimentation, comme les jardins scolaires et les excursions à la ferme.

Recommandations en matière de littératie alimentaire

Promouvoir l'éducation alimentaire en tant qu'élément essentiel d'un programme d'alimentation scolaire à succès, avec des cours théoriques et pratiques, veiller à ce que les enseignants aient une formation suffisante et diffuser des messages cohérents sur la valeur de l'éducation alimentaire dans toutes les activités scolaires, y compris le repas de midi:

- Promouvoir l'importance de l'implication des élèves dans la planification, la préparation, le service et l'apprentissage des aliments et des systèmes alimentaires pour améliorer les résultats des PAS, comme dans la Politique nationale d'alimentation scolaire du Canada.⁸

⁸ Il a été démontré que l'éducation alimentaire contribue à créer une société plus saine et qu'elle rapporte 9 dollars de bénéfices pour chaque dollar investi. World Food Programme. De:

- Intégrer la littératie alimentaire dans les programmes d'études en intégrant l'apprentissage théorique et pratique des aliments, des systèmes alimentaires et de la nutrition dans les matières pertinentes des programmes d'études
- Élaborer une politique globale de littératie alimentaire à l'école. Une proposition de politique de l'Ontario, le projet de loi 216, *Food Literacy Act for Students*, 2020, en est un excellent exemple.⁹
- Offrir un développement professionnel pour former les enseignants à dispenser une éducation alimentaire et nutritionnelle fondée sur des données probantes.¹⁰
- Intégrer des messages cohérents sur l'alimentation, la nutrition et les systèmes alimentaires dans les cours et pendant le déjeuner avec l'aide d'enseignants ou de nutritionnistes.¹¹

Recommandations en matière de nutrition

Établir des normes nutritionnelles fondées sur des données probantes pour tous les élèves, collaborer à la conception des menus, à l'élaboration des recettes et au choix des ingrédients, sensibiliser le personnel des services alimentaires à une alimentation et à des régimes alimentaires sains :

- Établir une législation nationale complète et des recommandations concernant les normes et exigences nutritionnelles pour les PAS qui mettent l'accent sur la mise en œuvre, la supervision et le contrôle au niveau local.¹²
- Établir une coalition d'experts des provinces, des territoires, des communautés autochtones, des municipalités, des conseils scolaires et des organisations externes (telles que les services de santé municipaux et les experts universitaires en nutrition) pour développer et maintenir les normes nutritionnelles, élaborer des menus et des recettes, et maintenir la supervision de la gestion des services alimentaires.

<https://www.wfp.org/news/new-report-confirms-game-changing-impact-health-and-nutrition-school#:~:text=SHN%20programmes%20are%20a%20cost,%241%20invested%20over%2080%20years> ;

De nombreux pays avec des PAS exemplaires incluent des éléments de littératie alimentaire, comme le Japon et la Finlande ; voir également la section sur la littératie alimentaire dans le Résumé des recommandations de bonnes pratiques pour le Canada, dans la partie 3.

⁹ Assemblée législative d'Ontario, 2020:

<https://www.ola.org/en/legislative-business/bills/parliament42/session-1/bill-216>

¹⁰ Voir la section « Littératie alimentaire » dans le résumé des recommandations de bonnes pratiques pour le Canada dans la partie 3.

¹¹ Plan alimentaire de l'école. « Liste de contrôle pour les directeurs d'école ». Plan d'alimentation scolaire Ce qui fonctionne bien, 2016. (*School Food Plan. "A Checklist for Head Teachers." School Food Plan What Works Well, 2016.*)

<http://www.schoolfoodplan.com/wp-content/uploads/2016/03/SFP-Headteacher-Checklist.pdf>.

¹² L'Écosse, l'Angleterre et le Brésil ont des normes nutritionnelles rigoureuses en matière de PAS. Voir les sections consacrées à la nutrition de ces pays dans la deuxième partie de ce rapport.

- Rendre obligatoire la formation à la gestion saine et durable des services alimentaires aux niveaux provincial, territorial et local.

Recommandations pour la mise en oeuvre

Celles-ci couvrent une série de questions relatives à l'infrastructure et au fonctionnement:

- Offrir des programmes complets, notamment en proposant aux élèves des collations, des petits-déjeuners et des dîners, dans la mesure où le financement et les capacités le permettent, y compris en servant des aliments en fonction des préférences et des restrictions alimentaires.
- Établir des partenariats multisectoriels au niveau local pour favoriser l'achat d'aliments locaux et durables et les pratiques alimentaires dans les écoles, y compris les efforts visant à minimiser le gaspillage alimentaire.

Recommandations pour la préparation des aliments

- Veiller à ce que les PAS disposent d'un financement suffisant pour acheter l'infrastructure et l'équipement nécessaires à la fourniture de repas et de collations nutritifs, notamment en préconisant l'installation de cuisines préparatoires ou pédagogiques dans tous les nouveaux bâtiments scolaires et, dans la mesure du possible, de salles à manger.
- Dans la mesure du possible, proposer aux PAS un modèle d'auto-restauration qui consiste à servir des repas culturellement adaptés, préparés sur place ou dans une cuisine centrale et distribués dans les écoles où il n'est pas possible de produire des repas.
- S'ils sont utilisés, les traiteurs sous contrat avec le PAS doivent respecter les lignes directrices du programme local, et notamment veiller à ce que les normes nutritionnelles et les autres résultats du programme (par exemple, l'approvisionnement local, l'éducation alimentaire, les pratiques d'alimentation durable, le contrôle des déchets, etc.
- Veiller à ce que les espaces d'alimentation et les cafétérias soient bien conçus et organisés, accueillants, bien ventilés, confortables et propres afin d'améliorer l'expérience des étudiants en matière de contexte de repas.

Recommandations en matière d'approvisionnement

- Exclure ou limiter l'achat d'aliments ultra-transformés (par exemple, à un maximum de 5 % des dépenses selon le système de classification des aliments NOVA et niveau 3 du système de classification du Guide alimentaire canadien) et d'aliments

transformés (par exemple, à 20 % des achats selon le système de classification des aliments NOVA et le niveau 2 du système de classification du Guide alimentaire canadien).¹³

- Exiger qu'au moins 30 % des ressources financières totales allouées par le gouvernement fédéral aux provinces, territoires et municipalités pour l'alimentation scolaire soient utilisées pour acheter des produits provenant directement d'exploitations agricoles familiales locales.
- Limiter considérablement l'influence des producteurs ou des traiteurs contractuels sur les sources d'approvisionnement.
- Renforcer le soutien des autorités locales dans l'approvisionnement et le service de produits plus frais, plus sains et plus respectueux de l'environnement dans les repas scolaires.

Recommandation en matière de marketing

- Protéger les programmes et les environnements scolaires de la commercialisation d'aliments et de boissons malsains.
- Veiller à ce que les parents aient un droit de regard sur le marketing auquel leurs enfants sont exposés et que soit consulté pour l'acquisition de distributeurs automatiques ou l'utilisation des kiosques de l'école

Recommandations en matière de contrôle

Un contrôle, une gouvernance et une évaluation appropriés à tous les niveaux de la participation gouvernementale et civile sont nécessaires pour assurer la réussite et la durabilité des programmes:

- Assurer un contrôle pour garantir le respect des lignes directrices et des normes nutritionnelles fondées sur des données probantes.
- Mettre en place des protocoles d'établissement de rapports pour faire respecter les lignes directrices et les objectifs en matière d'achat d'aliments locaux en fonction des contextes régionaux (par exemple, 20 à 30 %), en les élargissant pour inclure des mesures sur les objectifs en matière d'achat d'aliments locaux et durables/biologiques
- Mettre en place un conseil de surveillance (local et régional) pour veiller à la bonne utilisation des fonds et s'assurer que la mise en œuvre locale respecte les normes.

¹³ Pour le guide du système alimentaire NOVA, voir: <https://ecuphysicians.ecu.edu/wp-content/uploads/sites/78/2021/07/NOVA-Classification-Reference-Sheet.pdf> ; pour le système de classification du guide alimentaire canadien, voir: <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/publications/aliments-et-nutrition/systeme-classification-aliments-guide-alimentaire-canadien-2019-elaboration-validation.html>

- Assurer une collaboration interministérielle, en partageant les responsabilités des PAS entre les ministères concernés.
- Créer des conseils de repas scolaires (au niveau du conseil scolaire ou de l'école) pour la supervision du programme qui:
 - Sont composés d'un organe collégial local, interdisciplinaire et expert, de nature consultative, permanente et de supervision, chargé de contrôler l'utilisation des ressources fédérales, provinciales et territoriales et d'assurer la qualité de l'alimentation scolaire à toutes les étapes du processus de mise en œuvre du programme.
 - Incluent les familles, les élèves et les parents, dans le contrôle de tous les aspects du service alimentaire.
 - Assurent la surveillance financière et contrôlent l'achat des produits, la qualité et la nutrition des repas produits et offerts aux élèves, ainsi que les conditions d'hygiène et de salubrité dans lesquelles les aliments sont stockés, préparés, servis et consommés.
 - Contrôlent et traitent le gaspillage alimentaire par la conception des menus et des portions, améliorent les stratégies de réduction des déchets et les pratiques durables, et promeuvent et soutiennent l'éducation alimentaire pour le personnel et les élèves.

Évaluation

- Mettre en place des plateformes indépendantes de collecte et de communication de données en ligne à l'échelle provinciale/territoriale afin de suivre les résultats du programme et d'en comprendre l'impact, les lacunes et les possibilités de croissance et d'amélioration.
- Former et soutenir les responsables locaux de la mise en œuvre des PAS afin qu'ils utilisent les plateformes de communication de données pour évaluer les finances et la collecte de fonds, la participation des élèves, les points forts du programme, les possibilités d'amélioration, la logistique d'approvisionnement, les déchets, etc.
- Dans la mesure du possible, utiliser une approche globale de l'école qui implique les familles dans le suivi et l'évaluation de la qualité du service de repas scolaires, notamment en créant des conseils consultatifs ou en s'associant à des comités existants pour contribuer au suivi du programme par le biais de visites de parents/soignants dans les PAS.

Conclusion

Pour assurer le succès d'un programme national d'alimentation scolaire au Canada, le gouvernement du Canada devrait collaborer avec les dirigeants provinciaux, territoriaux et autochtones, en s'appuyant sur les contributions des administrations municipales, des responsables scolaires, des experts et des partenaires communautaires. Ce type de coalition pourrait élaborer une réglementation complète pour des normes et des exigences appropriées en matière de nutrition et de services alimentaires, incluant un contrôle local de la mise en œuvre et une gouvernance adéquate. Bien que peu étudiée dans les analyses des douze pays étudiés, l'autonomie des communautés autochtones dans la gestion de leurs programmes est nécessaire au Canada.

Le financement fédéral des aliments et des boissons, ainsi que le financement provincial et territorial des infrastructures et le soutien du programme d'éducation alimentaire, avec un contrôle municipal et autochtone sur les menus et la prestation des services d'alimentation et de boissons, permettront de créer des programmes d'alimentation scolaire qui offrent aux élèves des repas et des collations durables, culturellement adaptés, durables et sains à l'échelle du Canada.

En tant qu'élément essentiel d'une approche scolaire réussie en matière de santé et de bien-être des élèves, les provinces et les territoires devraient offrir une éducation alimentaire dans le cadre d'un programme national afin d'aider les élèves à comprendre l'importance de l'alimentation et de la nutrition.

Pour assurer une responsabilité environnementale et apporter une valeur ajoutée à la communauté, les aliments devraient être, autant que possible, locaux et produits de manière durable, conformément aux pratiques agricoles biologiques et régénératrices. Des partenariats multisectoriels locaux peuvent être établis pour favoriser un approvisionnement durable. Les conseils scolaires devraient, dans la mesure du possible, autogérer la nourriture, les repas et les collations étant préparés simplement avec des ingrédients frais et conformes aux normes prescrites.

La bonne utilisation du financement et les normes de mise en œuvre des programmes doivent être surveillées. Les provinces et les territoires peuvent superviser les activités municipales. Au niveau local, des conseils des repas scolaires devraient être formés pour surveiller l'utilisation des ressources, la conformité aux normes de santé, de sécurité et de nutrition, la qualité de l'alimentation scolaire, la consommation des repas par les élèves et le

gaspillage. Une approche scolaire globale impliquant les familles dans le suivi et l'évaluation de la qualité du service de repas scolaires devrait être adoptée. De plus, chaque école peut nommer son propre «conseil de surveillance», composé de groupes de parents, pour surveiller la qualité du service alimentaire.

L'alimentation scolaire ne doit pas être considérée uniquement comme une simple satisfaction des besoins nutritionnels, mais comme un moment important et continu d'éducation et de promotion de la santé destiné aux enfants, impliquant également les enseignants, les parents et la communauté.

La mise en place d'un programme d'alimentation scolaire universel et harmonisé à l'échelle nationale du Canada améliorera la santé et les résultats scolaires des élèves, réduira les coûts de santé et offrira des gains économiques importants, presque immédiatement et à long terme.